

elles profitent de nos installations et, parfois, de nos talents—ce qui, bien entendu, nous réjouit tous au plus haut point.

Ainsi, je suppose que le problème réside dans la façon de les amener à préciser que leur film est tourné au Canada, afin de montrer au monde la beauté de notre pays.

Je vais prendre note de la demande de mon honorable collègue. J'ignore si je peux lui donner une réponse. Je peux lui dire cependant que le ministre des Communications est actuellement en pourparlers avec ses homologues provinciaux, qui jouent un rôle important dans ce domaine, afin d'élaborer une politique du cinéma supérieure à l'actuelle politique—car je crois certes que c'est possible. Entretemps, je remercie mon honorable collègue de ses intéressantes observations.

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'AFRIQUE DU SUD—L'APARTHEID—L'ADOPTION PAR LE GOUVERNEMENT DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES

L'honorable Jerahmiel S. Grafstein: Honorables sénateurs, étant donné les préoccupations manifestes du gouvernement pour les droits de la personne au Canada, nous pourrions peut-être parler des droits de la personne à l'étranger. Comme le gouvernement fédéral et le premier ministre ont condamné dernièrement l'apartheid en Afrique du Sud, quand le gouvernement adoptera-t-il la convention des Nations Unies visant à déclarer l'apartheid contraire au droit international?

L'honorable Duff Roblin (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, je peux affirmer à mon collègue qu'à l'occasion de la conférence du Commonwealth aux Bermudes, un bon nombre des pays présents, qui sont des pays limitrophes dans le sud de l'Afrique, ont adopté une politique commune. C'est ainsi que l'on a décidé de former un groupe de personnes appelées le Comité des personnes éminentes, qui doivent visiter l'Afrique du Sud au nom du Commonwealth en vue d'ouvrir des négociations sur la question de l'apartheid.

Notre représentant au sein de ce comité est Mgr Scott, primat de l'Église Anglicane du Canada. En sont aussi membres des représentants du Nigeria et de l'Australie et de deux autres pays du Commonwealth. Un groupe d'éclairés s'est déjà rendu en Afrique du Sud, ou s'y rendra bientôt, afin de préparer le terrain aux travaux du comité. Il nous incombe maintenant de permettre à ce comité lequel a reçu l'appui du Zimbabwe, du Malawi, de la Zambie, du Lesotho, du Swaziland et du Botswana, des pays limitrophes de l'Afrique du Sud, sans compter tous les autres pays du Commonwealth, d'épuiser ses ressources avant de songer à une autre étape.

Le sénateur Grafstein: Le leader du gouvernement a-t-il songé aux problèmes que cela peut causer aux autres pays qui ont décidé non seulement de dénoncer vigoureusement l'apartheid, de prendre des mesures pour y mettre fin, mais aussi d'adopter la convention des Nations Unies déclarant l'apartheid contraire au droit international. Le fait de prendre des mesures décisives serait sûrement un moyen de signaler à ce pays que les Canadiens trouvent cette pratique répugnante que d'adopter une mesure décisive. Je ne pense pas que les deux initiatives soient contradictoires, et pourquoi faudrait-il attendre les résultats de l'autre.

Je demande donc au leader du gouvernement de transmettre nos vues au gouvernement et au secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans l'espoir qu'il tente d'accélérer l'adoption de cette convention au Canada.

Le sénateur Roblin: Honorables sénateurs, il me serait difficile de m'engager à cet égard, car j'estime que l'initiative commune des membres du Commonwealth directement touchés par cette question constitue la ligne directrice que nous devons observer pour l'instant. Ils ont jugé bon de ne pas aller plus loin que l'objectif qu'ils se sont fixé aux Bermudes et je pense qu'il me serait difficile de proposer une autre solution plus souhaitable en attendant que nous ayons épuisé les possibilités de cette option.

[Français]

L'AGRICULTURE

L'INDUSTRIE DE LA POMME DE TERRE—LE RÉTABLISSEMENT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

L'honorable Eymard G. Corbin: Honorables sénateurs, je voudrais revenir sur une question soulevée il y a quelques instants par mon collègue le sénateur Bonnell. Je désire aborder le problème régional de l'industrie de la pomme de terre.

L'honorable Leader du gouvernement se souviendra que l'année dernière, à plusieurs reprises, j'avais soulevé avec lui la décision regrettable du gouvernement du jour d'abolir une commission d'enquête sur l'industrie de la pomme de terre.

J'avais prédit à ce moment que les problèmes de cette industrie dans l'Est du Canada ne s'effaceraient pas pour autant. Après quelques temps, je savais que cette industrie viendrait à nouveau frapper à nos portes pour obtenir du secours. Malheureusement, c'est ce qui se produit cette année, encore une fois. J'avais décrit le problème comme étant cyclique. En dépit des nombreux efforts du gouvernement précédent (en particulier de son ministre de l'agriculture, l'honorable Eugene Whelan) pour trouver des solutions à ce problème, on avait conclu qu'une commission royale d'enquête pourrait possiblement et finalement faire la lumière sur les problèmes complexes de cette industrie.

Malheureusement, le présent gouvernement a décidé d'abolir la commission. Nous retrouvons encore une fois l'industrie de la pomme de terre dans une impasse, alors que les pommes de terre récoltées à l'automne se donnent à toutes fins pratiques.

C'est un problème très sérieux. J'endosse d'emblée les propos de mon collègue de l'Île-du-Prince-Édouard. Je demanderai au Leader du gouvernement s'il veut bien procéder avec toute la célérité possible pour sensibiliser ses collègues du Conseil des ministres à l'urgence existant cette année d'aider de quelque façon ce secteur de l'industrie agricole au Canada.

Comme bien d'autres, je crains que si les gouvernements provinciaux et fédéral n'arrivent pas à trouver une ou des solutions pour établir une office de mise en marché pour l'Est du Canada ou par quelque autres formules que ce soient, plusieurs fermes familiales devront fermer leur porte. Évidemment, les grosses sociétés accapareront des terres arables de très grande valeur pour pratiquement rien.